

L'Adresse

pond à une perception très simpliste d'un programme très important.

Le ministre ainsi que le premier ministre ont déclaré qu'ils donneraient au mot infrastructure une interprétation très large. Ainsi, il s'appliquera aux chemins, aux routes, aux ports, aux aéroports, aux systèmes d'égout, aux services de transport en commun, aux systèmes de communications, aux installations de traitement des eaux, aux ponts, etc. Ces travaux publics créeront des emplois directs et indirects pendant leur réalisation. Les emplois indirects sont associés bien sûr à la production des matériaux de construction et de tous les matériaux nécessaires à la rénovation et à la construction des infrastructures. Ces travaux créeront aussi, dans les villes et villages ainsi mieux pourvus, un climat plus attrayant pour les investisseurs privés.

Un climat plus sain favorise l'activité touristique, l'essor des entreprises et la croissance économique. En rénovant ainsi nos infrastructures, nous contribuerons à rétablir la confiance, élément essentiel pour stimuler l'investissement et la croissance.

Une autre critique a été formulée par certains députés à la Chambre, dont plusieurs députés du Parti réformiste, et notamment le chef du Parti réformiste qui a profité de la toute première période de questions orales de la présente législature pour poser au premier ministre une question. Il s'agit d'une question qui lui avait été envoyée par M. Dean Eyre, d'Ottawa, et je cite cet extrait du harsard:

Le gouvernement a l'intention de consacrer six milliards de dollars au programme d'infrastructure et de créer 65 000 emplois. A-t-il calculé combien d'emplois auraient pu être créés si on avait simplement réduit de ce montant les impôts des particuliers, des propriétaires fonciers et des petites entreprises?

Pour commencer, comme je l'ai dit il y a quelques minutes, toutes nos villes et nos provinces ont besoin de moderniser leur infrastructure pour bien fonctionner et pour attirer les investisseurs du secteur privé. Nous avons besoin de routes, de chemins de fer, de canaux. Nous avons besoin de la voie maritime du Saint-Laurent, ce grand projet d'infrastructure qui remonte à il y a longtemps déjà et qui est très près de la circonscription du député. Nous avons besoin d'aéroports, de réseaux téléphoniques et de réseaux de télécommunications. Nous avons besoin d'écoles, d'universités, de systèmes judiciaires et de services de police, éléments qui font tous partie de l'infrastructure dans son sens large. Si nous n'élargissons pas et ne modernisons pas notre infrastructure, nous deviendrons vite un pays de troisième ordre.

Comme je l'ai dit plus tôt, non seulement nous créons des emplois directs et indirects en élargissant et en modernisant notre infrastructure, mais cela nous permet aussi d'attirer les investisseurs, ce qui crée encore plus d'emplois.

Toutefois, dans la question posée par le chef du Parti réformiste au nom de M. Eyre, on suppose que, si nous rendions 6 milliards de dollars aux contribuables, nous aurions encore plus d'emplois. Cela n'est certainement pas garanti. Par contre, toute société doit se doter de l'infrastructure essentielle pour pouvoir fonctionner comme un État moderne.

• (2020)

Nous ne sommes pas du tout certains de ce qui se passerait si nous rendions ces 6 milliards de dollars aux contribuables canadiens. Je tiens à dire clairement que, d'une part, je crois qu'il doit nous rester un très fort pourcentage de notre revenu à dépenser comme bon nous semble en tant qu'individus et en tant que consommateurs, mais, d'autre part, en tant que société, nous devons nous assurer que nous avons le capital social qui fait de nous un État moderne.

Si nous rendions cet argent aux contribuables, certains d'entre eux pourraient en dépenser une forte proportion à l'étranger comme consommateurs ou comme investisseurs. D'autres pourraient en dépenser la totalité pour acheter des biens de consommation. D'autres encore pourraient le dépenser pour acheter des cigarettes illégales ou d'autres genres de produits illégaux, de la drogue et ainsi de suite. D'autres encore pourraient le cacher dans leur tiroir ou dans leur bas de laine. Il y aurait sans doute certains investissements privés si cet argent était rendu aux contribuables.

Cependant, rien ne garantirait qu'il serait investi dans des emplois, alors que la société, par l'intermédiaire de son gouvernement, peut garantir que cet argent sert à mettre en place l'infrastructure de base qui attirera les entreprises et qui, à la longue, mettra plus d'argent dans les poches des Canadiens.

Nous, les députés du Parti libéral, sommes en faveur d'une économie mixte. Ce sont des économies mixtes qui ont amené les plus grandes ères de prospérité au Canada, aux États-Unis et en Europe. L'expérience a prouvé que les extrêmes ne fonctionnent pas aussi bien, qu'il s'agisse d'économies socialistes ou d'économies libérales.

Voilà le message que renferme le discours du Trône. Les emplois et la croissance économique sont nos plus grandes priorités, et nous croyons que le gouvernement du Canada et les provinces ont un rôle important à jouer, de concert avec les entreprises et les travailleurs, dans la réalisation de ces objectifs.

M. Jack E. Hoeppner (Lisgar—Marquette): Monsieur le Président, je me demande si le député de Notre-Dame-de-Grâce se souvient du début des années 1980, lorsque nous avons connu des taux d'intérêt atteignant les 24 p. 100 en raison de l'incurie du gouvernement dont il faisait partie. Ce même gouvernement nous a aussi imposé une politique des transports qui a résulté en l'élimination de milliers de milles de voies ferrées. Il a mis des milliers d'agriculteurs en faillite. Il a fermé des puits de pétrole.

Je me demande comment il se fait que tout à coup les infrastructures lui tiennent tant à cœur. Aurait-il l'obligeance de m'expliquer?

M. Allmand: Monsieur le Président, je me souviens très bien des années 1980 et des années 1970, 1960 et 1950 aussi. Il est un peu simpliste d'attribuer entièrement au gouvernement la responsabilité des taux d'intérêt des années 1980. Les taux d'intérêt étaient élevés dans beaucoup de pays occidentaux à cette époque. C'était immédiatement après la crise du pétrole provoquée par l'OPEP. Beaucoup d'autres pressions sont entrées en jeu, ce qui a